

économique et politique nécessaire et qui sont à la fois désireux et capables d'assumer les obligations et les responsabilités associées à leur adhésion à l'Organisation. Nous encourageons l'Organisation à engager sur cette base des discussions individuelles avec les quatre Partenaires en transition, au sujet de leur adhésion. Également, nous constatons la participation active de la Corée aux activités de l'Organisation, ce qui devrait faciliter son adhésion dans un proche avenir.

Cependant, je me permets de signaler que l'adhésion à l'OCDE ne constitue pas notre seul moyen d'action. La participation des non-membres aux travaux de nos organismes subsidiaires accroît aussi la valeur de l'OCDE pour ses membres. Lorsqu'un pays joue un rôle important dans un secteur donné, cette collaboration peut s'avérer avantageuse de part et d'autre et ainsi élargir la coopération internationale.

La coopération de l'OCDE avec les économies en transition est un autre moyen dont elle dispose pour réagir à l'évolution de la situation mondiale. Les progrès réalisés par ces pays varient, et notre façon de les aborder devrait elle aussi varier. Nous devrions élaborer des approches souples et mieux adaptées à chaque situation. C'est pourquoi le Canada supporte la proposition du Japon d'élargir la liste des pays qui pourraient bénéficier du programme du Centre de Coopération pour les économies en transition.

La déclaration de coopération avec la Russie, que nous signerons aujourd'hui, souligne le rôle bien précis que peut jouer l'OCDE. Les efforts de l'Organisation devraient appuyer et compléter ceux des autres institutions financières internationales.

Le dialogue constitue pour l'OCDE un autre moyen de suivre la situation des pays non-membres et d'influencer l'évolution de leur politique économique. Mais le dialogue n'est pas une fin en soi. Le dialogue de l'OCDE devrait se dérouler avec les pays qui sont le plus susceptibles d'influer sur nos économies et être centré sur nos priorités, résultat de notre expérience à ce jour et de l'évaluation de nos intérêts futurs.

Si, dans le passé, notre façon *ad hoc* d'aborder le changement a donné des résultats quand même acceptables, le rythme du changement et le besoin d'adopter une perspective globale exige, de la part de l'OCDE, une approche plus réfléchie et plus cohérente dans ses rapports avec les non-membres. Je propose que nous mandations l'Organisation pour qu'elle élabore une telle approche, avec la participation active des capitales, et nous fasse rapport à la prochaine réunion des ministres l'an prochain.